

# Lettre d'information du laboratoire MIL (EA7382) Marchés, Institutions, Libertés

## EDITO

Chères Collègues, Chers Collègues,  
Chers lectrices et lecteurs,

Voici la 12<sup>ème</sup> lettre d'information du laboratoire MIL, qui recense les activités et manifestations menées par notre équipe de recherche au cours du premier semestre de l'année 2024.

De nombreuses conférences ont jalonné la vie de l'équipe, notamment dans le cadre des projets financés par l'EUR FRAPP et par l'ANR sur le statut des travailleurs de plateformes. Cette lettre nous fournit l'occasion d'exprimer notre reconnaissance à l'égard des collègues qui portent ces projets, exigeants et à l'organisation chronophage, dans une situation où le financement de la recherche par le biais d'appels à projets devient incontournable et nécessaire pour notre rayonnement scientifique.

La recherche étant indissociable de nos activités d'enseignement, il faut également souligner que plusieurs manifestations ont été adossées à la vie de nos masters - ainsi la préparation scientifique de la venue du Pr. François Hollande a été conduite, sous l'impulsion de la Pr. L. Clément Wilz, en lien avec les thématiques de recherche de la Chaire Jean Monnet (dont le bilan scientifique a été pleinement validé par la Commission européenne).

Enfin, il convient de souligner le dynamisme de la vie doctorale au sein du MIL. A leur initiative, et avec l'accompagnement scientifique du Pr. P. de Montalivet, une deuxième journée doctorale associant de nombreux collègues s'est tenue autour de la thématique, intemporelle mais en plein renouvellement, de l'articulation entre le droit et les valeurs.

Ce dynamisme est essentiel à la poursuite des activités scientifiques du laboratoire. A cet égard, je vous rappelle la date du mercredi 13 novembre prochain, qui correspond à la venue du comité de visite HCERES, en présentiel. L'accueil de ce comité constituera un temps fort de la vie du laboratoire et permettra d'échanger sur notre bilan et nos projets de recherche en droit.

Dans l'attente de vous retrouver à la rentrée, je ne peux que vous souhaiter un été reposant et apaisant,

Stéphane de La Rosa



# Manifestations récentes

**19 JANVIER 2024**

## **CONFERENCE MIL-M2 DROIT EUROPEEN The Rule of Law in the ECHR's Case Law**

La conférence organisée dans le cadre du Master 2 Droit européen et intitulée « The Rule of Law in the ECHR's Case Law », s'est déroulée le vendredi 19 janvier dernier, à la Maison de l'Île-de-France de la cité universitaire internationale de Paris.

Cette manifestation, organisée par Laure Clément-Wilz, Professeure de droit public, a donné lieu à l'intervention d'Armen Harutyunyan, juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme.



**02 FEVRIER 2024**

## **COLLOQUE FINAL DU PROJET CEPASSOC Travail de plateformes numériques et citoyenneté sociale**

Le colloque final du projet ANR CEPASSOC, piloté par Claire Marzo, maître de conférences HDR, s'est déroulé dans les locaux de la Cité universitaire de Paris le vendredi 2 février dernier.

Cet événement clôt un cycle de manifestations entamé en 2021.

(voir le site du projet : <https://cepassoc.hypotheses.org/>, projet financé par l'ANR, projet N° ANR-20-CE26-001-01)



## SEMINAIRE ITINERANT GIS EURO-LAB

### Femmes, non-discrimination et genre dans la construction européenne : quelles articulations ?

La troisième édition du séminaire itinérant du GIS Euro-Lab s'est déroulée le vendredi 2 février dernier à la Maison de l'Île-de-France de la Cité Universitaire Internationale de Paris. Elle a fourni l'occasion de questionner, à travers trois tables rondes et dans une perspective pluridisciplinaire, le postulat d'une Union européenne se présentant comme organisation régulatrice de l'égalité hommes-femmes.

Cette édition, placée sous la direction scientifique de Laure Clément-Wilz, Professeure de droit public (MIL) et Sophie Jacquot, Professeure de science politique (UCLouvain Saint-Louis), a donné lieu aux interventions de Frédéric Martin, Professeur d'histoire du droit, Laurie Marguet et Katia Angelaki, Maîtresses de conférences en droit public, et Quitterie Roccaserra, docteurante en droit public.

L'événement était organisé en partenariat avec le laboratoire Marchés, Institutions Libertés (MIL), l'Ecole Universitaire de Recherche Francophonies & Plurilinguismes - Politique des langues (EUR FRAPP) et la Chaire Jean Monnet EU.GENDERING.



15 FEVRIER 2024

## ACTUALITE DU CONTROLE DES MESURES DE POLICE DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

### A propos des récentes interdictions de manifester



La conférence intitulée « Actualité du contrôle des mesures de police devant le Tribunal administratif de Paris » s'est déroulée le 15 février dernier, à partir de 14h, dans l'amphithéâtre B1 de la Faculté.

Cette manifestation, organisée par Olga Mamoudy, Professeure de droit public, a donné lieu à l'intervention de Jean-Christophe Duchon-Doris, Président du Tribunal administratif de Paris.

29 FEVRIER – 1<sup>ER</sup> MARS 2024

## COLLOQUE EUR FRAPP – LA TRADUCTION JURIDIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

Quels enjeux à l'aune de l'intelligence artificielle ?

Ce colloque international et pluridisciplinaire, placé sous la direction scientifique de Laure Clément-Wilz (UPEC / EUR FRAPP), Ilaria Cennamo (Université de Turin) et Agata de Laforcade (ISIT) était co-porté par l'EUR FRAPP, l'ISIT Intercultural School, l'Université de Turin, la Maison de l'Île-de-France de la CIUP, avec le soutien de LexisNexis et du Laboratoire MIL.

Portant sur le cadre institutionnel, administratif et normatif mis en place pour intégrer la réalité de la traduction neuronale et les méthodes d'adoption des textes, d'interprétation par le juge européen de ces textes et de la jurisprudence, il a notamment permis de confronter les points de vue de spécialistes reconnus dans leurs disciplines sur les atouts, les limites de l'IA et les questions qu'elle pose concernant le multilinguisme juridique de l'Union européenne.



11 MARS 2024

## RENCONTRE DE FRANÇOIS HOLLANDE AVEC LES ETUDIANTS DE L'UPEC

Comment repenser la puissance des États et de l'union européenne dans un monde bouleversé ?

Une rencontre avec l'ancien Président de la République François Hollande s'est déroulée le lundi 11 mars dernier.

Cet événement, organisé à l'initiative de Laure Clément-Wilz, Professeure de droit public, et avec l'appui du Doyen Laurent Gamet, a été l'occasion d'échanges avec l'ensemble des participants.

Rencontre avec François Hollande



14-15 MARS 2024

## COLLOQUE ANNUEL DE LA CHAIRE JEAN MONNET EUBIOETHICS Quel modèle pour le biodroit de l'Union européenne ?



Le colloque intitulé « Quel modèle pour le biodroit de l'Union européenne », placé sous la direction scientifique de Maria Fartunova-Michel, Maître de conférences HDR en droit public (Université de Lorraine) et titulaire de la Chaire Jean Monnet EUbioethics, et de Bélich Nabli, Professeur de droit public (UPEC), s'est déroulé les jeudi 14 et vendredi 15 mars derniers, dans les locaux de la Faculté de droit de Nancy. Cette manifestation a été organisée avec le soutien du Laboratoire MIL.

04 AVRIL 2024

## CONFERENCE-DEBAT ELISABETH BORNE Le Premier ministre sous la V<sup>e</sup> République

Dans le cadre du cours de droit constitutionnel de L1 dispensé par les Professeurs Manon Altwegg-Boussac et Pierre de Montalivet, et avec le concours du Doyen Laurent Gamet, l'ancienne Première ministre et députée Elisabeth Borne s'est déplacée dans les locaux de la Faculté de droit pour une conférence intitulée « Le Premier ministre sous la Ve République ».

Conférence d'Elisabeth Borne

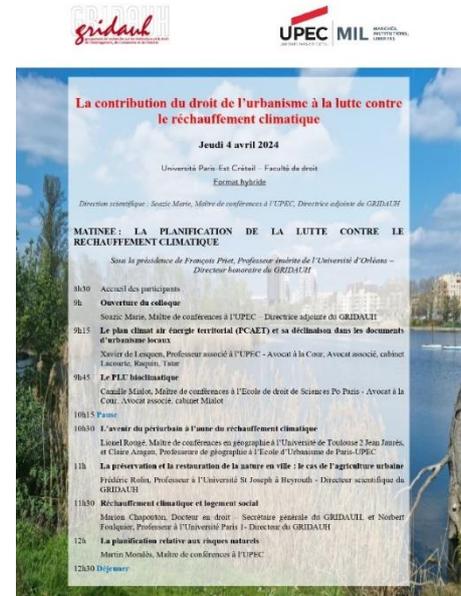


## COLLOQUE GRIDAUH-MIL

### La contribution du droit de l'urbanisme à la lutte contre le réchauffement climatique

Le colloque intitulé « La contribution du droit de l'urbanisme à la lutte contre le réchauffement climatique », placé sous la direction scientifique de Soazic Marie, Maître de conférences en droit public (UPEC) et directrice adjointe du GRIDAUH, s'est déroulé le jeudi 4 avril dernier dans les locaux de la Faculté de droit, dans les locaux de la Faculté de droit de Nancy.

Cette manifestation a été organisée par le GRIDAUH et le Laboratoire MIL.



## 25 AVRIL 2024

### CONFERENCE DE MARIE-EVE SYLVESTRE Espace, droit et personnes marginalisées

Dans le cadre du BQERI UPEC/axe TIR et du projet collectif de recherche sur l'indésirabilité soutenu par le Défenseur des Droits, une conférence de Marie-Eve Sylvestre, Professeure de droit civil et Doyenne de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa, s'est déroulée le 25 avril dernier, dans les locaux de l'IAE, sur le thème : « Espace, droit et personnes marginalisées ».

La modération des débats au cours de cette manifestation était assurée par Olga Mamoudy, Professeure de droit public.

30 AVRIL 2024

## SEMINAIRE-DISCUSSION

Autour de l'ouvrage de Mathilde Unger *La justice sociale dans l'union européenne*

Dans le cadre des conférences de l'Axe Libertés du Laboratoire MIL, Mathilde Unger, Maître de conférences en droit public à l'Université de Strasbourg, a présenté son ouvrage intitulé *La Justice sociale dans l'Union européenne* (Classiques Garnier, 2022) le mardi 30 avril dernier dans les locaux de la Faculté.

Cette manifestation était organisée par Manon Altwegg-Boussac, Professeure de droit public.



Laboratoire MIL  
Axe Libertés

Mathilde Unger

La Justice sociale dans  
l'Union européenne  
Coyenneté et droits au-delà de l'État

Séminaire-discussion  
autour de l'ouvrage de  
Mathilde Unger

La Justice sociale dans  
l'Union européenne

CLASSIQUES  
GARNIER

MARDI  
30  
AVRIL  
2024

de 10h à 12h30 - accueil à 9h45  
Salle A301  
Faculté de droit de l'UPEC  
82-86 avenue du Général de Gaulle

EN  
PRÉSENCE  
DE  
MATHILDE  
UNGER

Organisé par Manon Altwegg-Boussac,  
Professeure de droit Public (UPEC)

<https://mil.u-pec.fr>

MIL MANON ALTWEGG-BOUSSAC

14 MAI 2024

## JOURNEE D'ETUDE

La démocratie épistémique. Une question juridique ?

Journée d'étude

La démocratie  
épistémique

Une question juridique ?

Interventions :

**Alicia Monnehay**, doctorante à l'Université de Cergy-Pontoise :  
L'épistocratie comme contre-modèle de la démocratie épistémique

**Marie Cretin Sombardier**, Maître de conférences à l'UPEC :  
La loi est-elle l'expression d'une raison générale ?

**Nordine Latreche**, doctorant à l'UPEC :  
La Umma (nation) ne peut pas se mettre d'accord sur une erreur.  
L'enjeu de l'affirmation de la souveraineté populaire en contexte islamique

Mardi 14 mai 2024  
14h-17h  
Faculté de droit de l'UPEC  
Salle B323

Direction scientifique :  
Marie Cretin Sombardier et Nordine  
Latreche

UPEC MIL MANON ALTWEGG-BOUSSAC

La journée d'études intitulée « La démocratie épistémique. Une question juridique ? » s'est déroulée le mardi 14 mai dernier dans les locaux du Laboratoire MIL.

Cette manifestation était placée sous la direction scientifique de Marie Cretin Sombardier, Maître de conférences en droit public, et Nordine Latreche, doctorant à l'UPEC.

**21-24 MAI 2024**

## **UNIVERSITE D'ETE DE L'EUR FRAPP 2024**

**Langue/s et démocratie**

L'édition 2024 de l'Université d'été de l'EUR FRAPP s'est déroulé du mardi 21 au vendredi 24 mai derniers, dans les locaux de l'IAE et de la Maison de l'Ile-de-France de la Cité Universitaire Internationale de Paris.

Cette manifestation interdisciplinaire portait sur les mutations de la notion de démocratie en lien avec les langues dans différents contextes socioculturels. Elle a notamment donné lieu aux interventions d'Afroditi Marketou, Maître de conférences en droit public, ainsi que Sarah Auclair et Nordine Latreche, doctorants à l'UPEC.



**19 JUIN 2024**

## **TABLE-RONDE MIL-EUR FRAPP**

**« Les langages du travail de plateformes numériques et de l'influence » : Etudes juridiques et sociologiques**



Cette table-ronde, placée sous la direction scientifique de Claire Marzo, maître de conférences HDR en droit public, portait sur les évolutions associées au développement du travail de plateformes numériques. A travers ce thème, il s'agissait plus largement de mettre en lumière le rôle de la langue ou du langage dans l'émergence du droit.

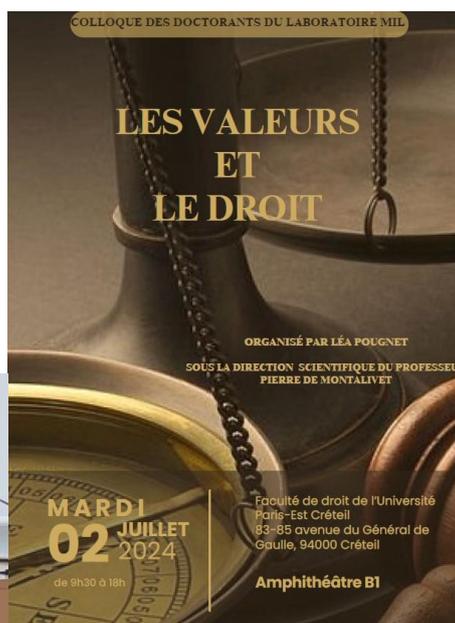


2 JUILLET 2024

## COLLOQUE ANNUEL DES DOCTORANTS DU LABORATOIRE MIL Les valeurs et le droit

Le colloque annuel des doctorants du Laboratoire MIL intitulé « Les valeurs et le droit » s'est déroulé le mardi 2 juillet dernier dans les locaux de la Faculté.

Ce colloque était organisé par Léa Pougnet, doctorante contractuelle à l'UPEC, sous la direction scientifique de Pierre de Montalivet, Professeur de droit public.

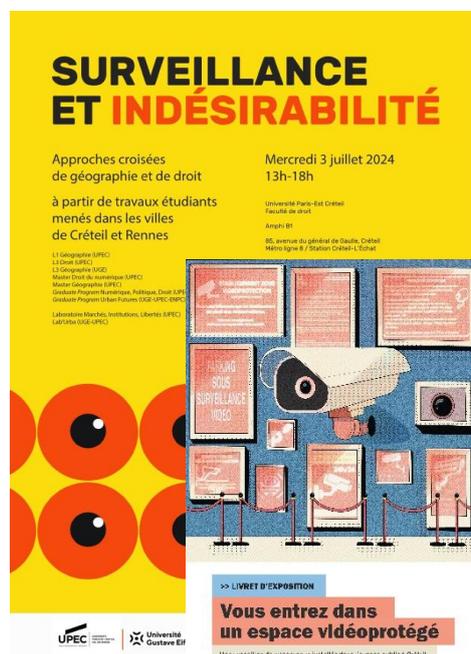


3 JUILLET 2024

## DEMI-JOURNEE DROIT-GEOGRAPHIE Surveillance et indésirabilité

Dans le cadre d'un projet de recherche sur les modes de gestion de l'espace public ayant bénéficié du soutien de la Défenseure des Droits et de l'UPEC, des étudiants de Licence 3, du Master Droit du numérique et du programme de Master-Doctorat Numérique, Politique ont restitué les résultats de leurs travaux le mercredi 3 juillet dernier, dans les locaux de la Faculté.

Cette manifestation était placée sous la direction scientifique de Noé Wagener, Professeur de droit public, et organisée en partenariat avec le Laboratoire MIL.



# Vie du laboratoire

29 JANVIER – 2 FEVRIER 2024

## RENOUVELLEMENT DU CONSEIL DU LABORATOIRE MIL

### Collège A – Professeurs et Maîtres de conférences

- Katia Angelaki
- Marie Cretin Sombardier
- Dominique Gency-Tandonnet
- Sara Godechot-Patris
- Martine Kloepfer Pelèse
- Frédéric F. Martin
- Claire Marzo
- Béligh Nabli
- Laurence Potvin-Solis
- Noé Wagener

**MIL** MARCHÉS,  
INSTITUTIONS,  
LIBERTÉS

### Collège B – Doctorants

- Sarah Hadjadj

### Collège C – Personnels BIATSS

- Johan Menichetti

12 MARS 2024

## RENOUVELLEMENT DE LA DIRECTION DU LABORATOIRE MIL ET DES DIRECTIONS D'AXES



A l'issue de sa réunion du 12 mars dernier, le conseil du Laboratoire MIL a désigné :

- A la direction de l'axe **Marchés** : les Professeurs Arnaud de Nanteuil et Sara Godechot-Patris
- A la direction de l'axe **Institutions** : le Professeur Pierre de Montalivet
- A la direction de l'axe **Libertés** : la Professeure Manon Altwegg-Boussac. Pour cet axe, un second directeur sera nommé au cours de la prochaine réunion du conseil.

Par ailleurs, le conseil a prolongé le mandat des Professeurs Stéphane de la Rosa et Bénédicte François à la direction du Laboratoire, pour une durée lui permettant de garantir la bonne tenue de la campagne d'évaluation du HCERES et le lancement du prochain contrat d'établissement.

# Publications

## LE CONTROLE DE REGULARITE INTERNATIONALE DES JUGEMENTS ETRANGERS.

Etude comparée de droit international privé français et colombien

Alexandra Blanquet

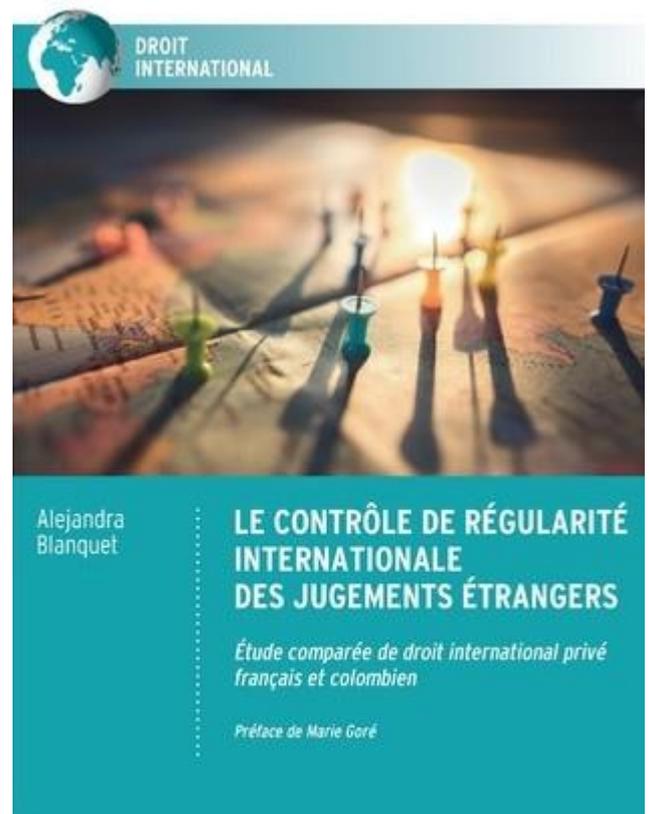
La circulation internationale des jugements connaît un essor remarquable. Ce mouvement invite les États à se doter d'un instrument d'efficacité destiné à permettre leur reconnaissance et leur exécution au sein du for, contribuant ainsi à renforcer la coordination et la coopération entre les ordres juridiques. La France et la Colombie ont choisi le même instrument, à savoir le contrôle de régularité internationale du jugement étranger. Certes commun, cet instrument produit cependant des effets différents de chaque côté de l'Atlantique. En ce sens, l'approche comparée permet de mettre en lumière la nature adaptable de l'instrument et révèle combien sa mise en œuvre varie selon la conception retenue de l'efficacité : la conception privatiste en France apparaît comme plus accueillante que la conception publiciste colombienne. La suppression du contrôle pour simplifier la circulation des jugements défendue par certains n'est pas souhaitable. L'identification de l'adaptabilité de l'instrument permet justement de penser son allègement sans pour autant remettre en cause son existence même.

**Prix de thèse de l'Université Paris Panthéons-Assas**  
**Prix spécial en droit comparé de l'Association française des docteurs en droit et des Éditions Lexis-Nexis**

Parution : 28 septembre 2023

ISBN : 978-2-14-032530-4

Éditeur : L'Harmattan



L'Harmattan

# LES SALAIRES MINIMAUX DES TRAVAILLEURS DE PLATEFORMES DANS L'UNION EUROPÉENNE

Etude de droit comparé et de l'Union européenne

Sous la direction de Claire Marzo

Les questions de l'instauration d'un salaire minimum et d'une législation pour les travailleurs de plateformes sont revenues à l'ordre du jour. La pandémie et la crise sociale qui a fait suite à la crise sanitaire ont conduit l'Union européenne à envisager à nouveau des mesures sociales phares.

Ces deux idées, celle d'un salaire minimum d'une part et d'une protection accrue des travailleurs de plateformes d'autre part, sont actuellement portées par les institutions européennes et devraient faire l'objet de directives. La directive sur un salaire minimum a fait l'objet d'un accord provisoire qui a permis son adoption en septembre. La directive relative aux conditions de travail des travailleurs de plateformes est encore en négociation.

Cet ouvrage a deux objectifs :

- Le premier est de rendre compte de l'accès à un salaire ou à un revenu minimum du travailleur de plateformes, qu'il soit français, suédois, espagnol ou italien, par le biais d'une analyse comparée.
- Le second est de discuter de l'impact de la récente directive sur un salaire minimum à la lumière du travail de plateformes par le biais d'analyses de droit de l'Union européenne et international.

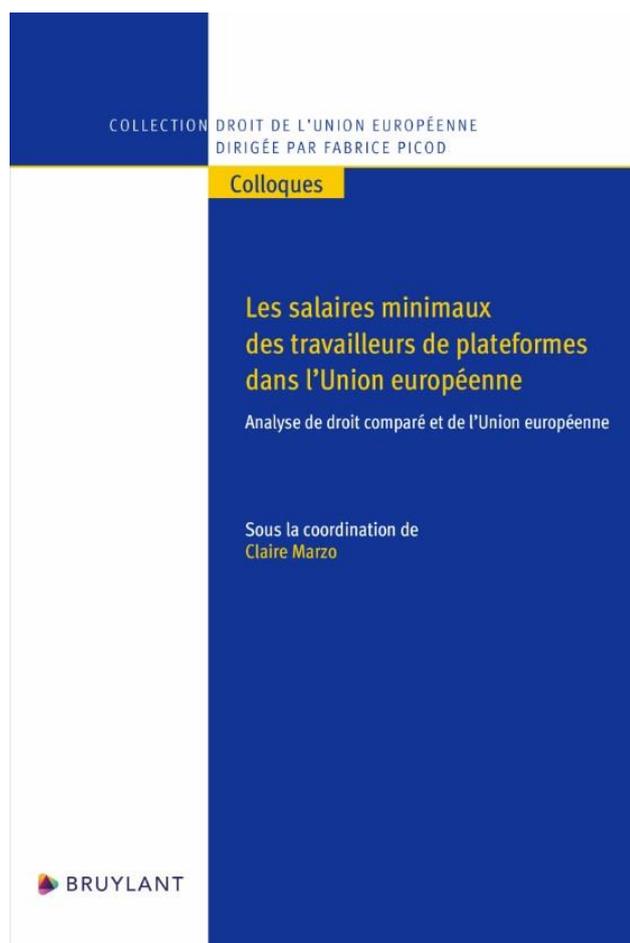
Ce livre propose une lecture pluridisciplinaire (droit, sociologie, économie) qui apporte trois éclairages complémentaires quant à la réalité des salaires ou rémunérations des travailleurs de plateformes, leur histoire et leur contexte marchand.

Cet ouvrage est le prolongement d'un colloque organisé dans le cadre du projet CEPASSOC, un projet ANR JCJC relatif à la citoyenneté sociale des travailleurs de plateformes. Ce projet avait été pensé, lors de son dépôt, autour de trois axes : l'accès aux soins, le salaire et la formation. Il était donc nécessaire d'organiser, au cours de la seconde année du projet, une rencontre internationale et pluridisciplinaire autour de ce thème qui s'est révélé non seulement pertinent mais aussi en pleine évolution.

Parution : 21 mai 2024

ISBN : 978-2-28027-7349-8

Éditeur : Bruylant



# MANUEL DE DROIT FISCAL DE L'UNION EUROPÉENNE

Alexandre Maitrot de la Motte

À l'heure où la fiscalité internationale connaît de profonds bouleversements, l'achèvement du marché intérieur et, au-delà, du projet européen, nécessite l'élimination de tous les obstacles fiscaux qui résultent de l'exercice de leurs souverainetés fiscales par les États membres. L'action ferme et résolue qui doit alors être menée par les autorités européennes comme par ces États s'inscrit dans un cadre dont les contours, longtemps incertains, ont été progressivement précisés : le droit fiscal de l'Union européenne.

Le droit fiscal de l'Union européenne prévoit deux modalités d'intégration des fiscalités nationales : l'intégration négative, qui suppose l'interdiction des restrictions fiscales à la libre circulation des marchandises, la prohibition des restrictions fiscales à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, et l'encadrement des aides d'État sous forme fiscale ; et l'intégration positive, qui passe par l'harmonisation des droits fiscaux nationaux, l'élimination des doubles impositions, et la coopération administrative et politique en matière fiscale.

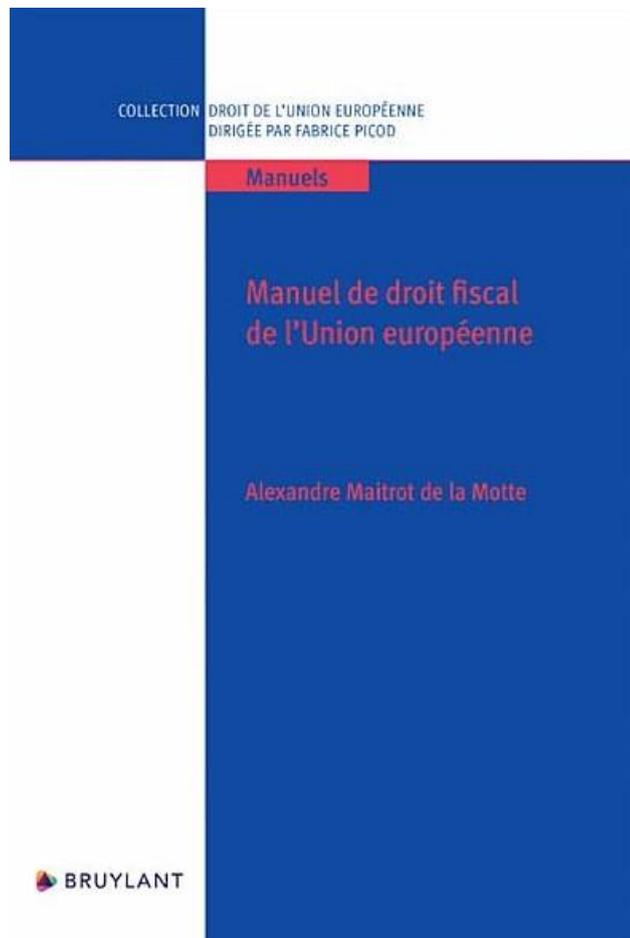
À terme, la question de la création d'un impôt européen devra bien entendu être posée. Cette question, renouvelée par la nécessité de financer le plan « Next Generation EU », montre à quel point le droit fiscal de l'Union européenne est une matière essentielle, passionnante et hautement symbolique.

Parce que la construction de l'Europe fiscale devient plus technique et plus complexe, le présent Manuel de droit fiscal de l'Union européenne, qui est destiné aux étudiants, reprend exactement la structure du traité de Droit fiscal de l'Union européenne dont la troisième édition a été publiée en 2022. Il entend le résumer et le simplifier au profit des lecteurs qui veulent aller à l'essentiel, tout en développant les questions d'actualité.

Parution : 15 février 2024

ISBN : 978-2-8027-6980-4

Éditeur : Bruylant



## L'UNION EUROPÉENNE

**Béligh Nabli**

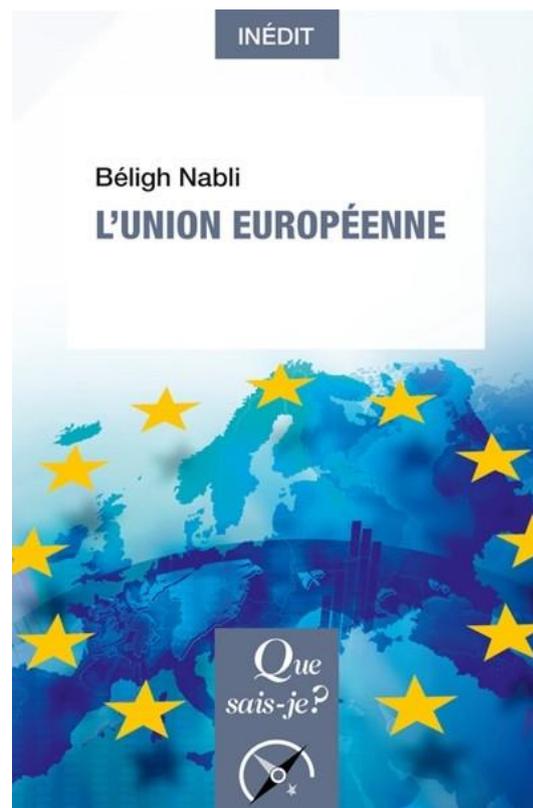
Entité originale, l'Union européenne n'est ni une simple organisation internationale ni un véritable État. Source à la fois de curiosité et de perplexité, cet objet mal identifié n'en mérite pas moins une attention particulière, tant son droit comme son action influent sur la vie quotidienne des citoyens européens.

Au-delà de son objectif économique originel - la réalisation d'un marché unique -, l'Union européenne affiche une ambition politique : établir une « union sans cesse plus étroite entre les peuples d'Europe? ». Si le processus d'intégration européenne n'est pas linéaire, ses crises n'ont pas entamé sa dynamique d'approfondissement et d'élargissement. Mais, dans un contexte géopolitique et sociopolitique agité, quel sera son avenir ?

Parution : 15 mai 2024

ISBN : 978-2-7154-2467-8

Éditeur : PUF (Collection « Que sais-je ? »)



## UNE APPROCHE JURIDIQUE DE LA GUERRE ÉCONOMIQUE

**Sous la direction d'Arnaud de Nanteuil**

Actes de la journée d'études du 22 septembre 2021  
organisée à la Faculté de droit de l'UPEC

Parution : 15 février 2024

ISBN : 978-2-2330-1057-5

Éditeur : Pedone



# Sélection d'articles et de contributions individuelles

**Blanquet, Alejandra** : « L'articulation entre *kafaka* et adoption : le cas espagnol et ses enseignements pour le droit international privé français », *Journal de Droit international*, 2024, n° 1, var. 1

- « Le nouveau Code de commerce des Émirats arabes unis : entre tradition et modernité », *Revue Lamy Droit civil*, Rubrique « Ailleurs dans le monde », à paraître

**Clément-Wilz, Laure** : « La Cour de justice de Maurice Lagrange », in Dossier *Un légiste de Vichy à la Communauté européenne - Maurice Lagrange : une biographie professionnelle* (dir. M.Mangenot), *Civitas Europa*, 2023/1 (n°50), pp. 101-138

**De Nanteuil, Arnaud** : « Le filtrage des investissements comme instrument de la guerre économique? », in *Une approche juridique de la guerre économique*, pp. 143-153

- « La distinction entre la compétence *ratione temporis* du tribunal arbitral et l'applicabilité temporelle du traité de protection des investissements, un principe théorique aux importantes conséquences pratiques », *Les Cahiers de l'arbitrage – The Paris Journal of International Arbitration*, 2023/3, pp. 107-118.

- « L'avenir de la clause *Fork-in-the-road* : un choix irrévocable des arbitres en défaveur de cette stipulation ? », *Les Cahiers de l'arbitrage – The Paris Journal of International Arbitration*, 2023/4, pp. 838-846

- « La participation de la société civile à la mise en œuvre des clauses environnementales dans les traités d'investissement », in M.A. Chardeaux, A.S. Epstein (dir.), *Le droit économique de l'environnement : acteurs et méthodes*, Mare Martin, 2024, pp. 89-105.

- « Une affaire, trois possibilités : les sentences Garcia Armas devant la Cour d'appel de Paris », *Les Cahiers de l'arbitrage – The Paris Journal of International Arbitration*, 2024/1

- Notice "droit international des investissements" dans l'*Encyclopedia Universalis* en ligne (mis en ligne juin 2024)

**Godechot-Patris, Sara** : Panorama Droit patrimonial de la famille interne et internationale, D. 2023. 2060 (corédigé avec Cl. Grare-Didier)

- Chronique de droit international privé, *Defrénois* 2024 n°8 p. 27 s.

- « Le changement de loi applicable au régime matrimonial dans le règlement du 24 juin 2016 en matière de régimes matrimoniaux », *Ingénierie Patrimoniale* 2024, n°1, n°7-4.

**De La Rosa, Stéphane** : « La directive 2022/2041 relative aux salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne: quelle valeur ajoutée pour les travailleurs de plateformes ? », in Cl. Marzo (dir.), *Les salaires minimaux des travailleurs de plateformes dans l'Union européenne*, Bruylant, coll. droit de l'Union, 2024, pp. 57-70

- « La promotion de l'autonomie stratégique et l'introduction de nouveaux instruments de défense commerciale », in A. de Nanteuil (dir.), *Une approche juridique de la guerre économique*, Paris, Pedone, 2024, pp. 39-53.

- « Anatomie du level playing field pour l'accès aux contrats de la commande publique dans l'Union : à propos des règlements « IMPI » et « subventions étrangères » », *RTDEur. Revue trimestrielle de droit européen*, N° 4, 2024, p. 633

- « La concurrence dans les services ferroviaires conventionnés telle qu'elle ressort des appels d'offres des régions », *Energie Environnement Infrastructures*, juin 2024, n° 6

**Gilbert, Simon** : « Cormenin et la doctrine administrativiste de son temps », in *Avec Cormenin. Pérégrinations*, ss la direction d'A. Lauba et D. Salles, Poitiers, Presses universitaires de Poitiers, 2024, p. 41-56.

**Maitrot de la Motte, Alexandre** : « L'outil fiscal et la guerre économique », In *Une approche juridique de la guerre économique*, Pedone, 2024, pp. 51-72

- « Droit fiscal de l'Union européenne : chronique de jurisprudence et de législation (1er décembre 2023 – 29 février 2024) » (avec Anne Iljic, Fabrice Pezet et Flora Sicard), *Revue de Droit Fiscal*, 2024, n° 23, ét. 275

- « Droit fiscal de l'Union européenne : chronique de jurisprudence et de législation (1er septembre 2023 – 30 novembre 2023) » (avec Anne Iljic, Fabrice Pezet et Flora Sicard), *Revue de Droit Fiscal*, 2024, n° 11, ét. 199

- « Les propositions de directives BEFIT et HOT : comment renforcer simultanément le marché intérieur européen et les vingt-sept souverainetés fiscales des États membres ? », *Revue de Droit Fiscal*, 2024 n° 19, ét. 246

- « Pilier 2 : c'est maintenant ! - Actes de la soirée annuelle de l'IFA tenue le 15 novembre 2023 » (avec Gauthier Blanluet, Laurent Martel, Delphine Richer, Thomas Quatrevalet, Anne-Lyse Blandin, Claire Acard, Félicie Bonnet, Aulne Abeille, Gaël Perraud, et Emmanuel Raingeard de la Blétière), *Revue de Droit Fiscal*, 2024, n° 15, ét. 220

- « Aides d'État, rescrits fiscaux et application du principe de pleine concurrence aux prix de transfert : la Cour de justice rejette le pourvoi de la Commission dans l'affaire Amazon », *Revue de Droit Fiscal*, 2023, n° 51-52, comm. 446

**Marguet, Laurie** : Chronique de bioéthique (co-écrite avec Stéphanie Hennette-Vauchez) aux *cahiers droits, science et technologies* (n°18/2024 - à paraître).

- Chronique "droits reproductifs et sexuels" (co-écrite avec Lisa Carayon) à la revue *InterSections* (n°1 - à paraître)

- « Répondre aux juristes aux anti-IVG », avec Lisa Carayon, *AOC*, 27 février 2024.

- « La constitutionnalisation du droit à l'IVG : deuxième Round », *Blog Juspoliticum*, 9 février 2024

**Marie, Soazic** : « Précisions sur la notion de lotissement et l'application des règles d'urbanisme au regard du périmètre de l'opération » (Comm. n°2077), *JCP A*, 11 mars 2024.

**Marketou, Afroditi** : (Avec Joana Mendes) « Law's Agency in Global Governance. Inquiries into Algorithmic Governance and Finance », *Transnational Legal Theory*, vol. 14(4), 2024.

<https://www.tandfonline.com/toc/rtlt20/current>

- (Avec Joana Mendes) « Law's Agency in Global Governance: Inquiries into Algorithmic Governance and Finance », éditorial du numéro spécial *Transnational Legal Theory*, vol. 14(4), 2024, p. 353-359.

<https://doi.org/10.1080/20414005.2023.2298140>

- (Avec Joana Mendes) « Making it Work : Law's Agency in Global Governance », *Transnational Legal Theory*, vol. 14(4), 2024, p. 360-377. <https://doi.org/10.1080/20414005.2023.2297334>

- « Les sens locaux du droit de l'Union européenne. Pour un droit européen comparé », *Cahiers de méthodologie juridique*, 2024 (RJJ 2023-3), p. 1337-1356.

**Marzo, Claire** : Entretien au Recueil Dalloz : la proposition de directive sur les travailleurs de plateforme numérique, *Recueil Dalloz*, février 2024.

- « Plateformes numériques et protection sociale des travailleurs », *Les Cahiers Lysias*, numéro spécial sur « les enjeux juridiques des plateformes numériques » coordonné par Beligh Nabli, Mars 2024.

- « Le rôle de l'Etat dans la fixation des salaires ou revenus des travailleurs de plateformes numériques » in Dossier : L'État et les salaires, Colloque organisé par le Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (CHATEFP), collection « Les Cahiers du Comité », Cahiers n°29 et 30.

**De Montalivet, Pierre** : « Élections européennes 2024. Qualité et simplification du droit : des enjeux prioritaires pour les candidats têtes de liste ? », *La Semaine Juridique Édition Générale (JCP G)*, n° 20, 20 mai 2024, études n° 616, 617, 618 et 639, p. 845, 850-866, 887-895, [web.lexisnexis.fr/fb/REVUES/JCPG/G20\\_euro/index.html](http://web.lexisnexis.fr/fb/REVUES/JCPG/G20_euro/index.html) (direction scientifique du dossier, avec le concours d'Hervé MOYSAN)

- « Crise et renouvellement de la démocratie. Les limites du droit », in *Jus Publicum. Mélanges en l'honneur d'Anne-Marie Le Pourhiet*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2024, p. 63-70

**Piedelièvre, Stéphane** : « Les évolutions du droit encadrant la clientèle fragile », *Banque et droit*, février 2024, 9

- Chronique de droit de l'immeuble, JCP, éd. N, 2024 1006

- Chronique de droit bancaire, LEDB, janvier 2024, février 2024, mars 2024, avril 2024

- Chronique de successions libéralités (en collaboration avec L. Taudin), *Ingénierie patrimoniale*, janvier 2024 181 ; avril 2024 143.

- Chronique de droit de la consommation, *Gaz. Pal.*, 20 février 2024

- Chronique de voies d'exécution, *RD bancaire*, janvier-février 2024 36 ; mars avril 2024 39

- Chronique d'instruments de crédit et de paiement, *Rev. commissaires de justice*, janv.-févr. 2024 52

- Note sous Cass. com., 13 mars 2024 sur l'absence d'indépendance et qualification d'une garantie, *Lexbase* 4 avril 2024

- Note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 7 mars 2024, JCP, N, 2024 1082 sur l'intention de se prévaloir d'un pacte de préférence et publicité foncière

**Saunier, Claire** : « Quel contrôle juridictionnel des exportations d'armes en France et au Royaume-Uni ? », *Publications de la Chaire Droit Public et Politique Comparés*, 1<sup>er</sup> mai 2024, consultable en ligne : <https://chaire-droit-public-politique-comparees.fr/quel-contrôle-juridictionnel-des-exportations-darmes-en-france-et-au-royaume-uni/>